

|                          |          |          |
|--------------------------|----------|----------|
| Élève :                  | Équipe : | Groupe : |
| <b>Révision expresse</b> |          |          |

# 1534-1763 : Le Régime français

## 1. Les Européens en Amérique {1534-1663}

### 1.1 Motifs des explorations

- Les rois veulent agrandir leurs territoires et avoir des richesses.
- Les marchands veulent avoir des richesses (pour financer le commerce) et trouver une nouvelle route vers l'Asie (pour contourner les Turcs, qui contrôlent maintenant Constantinople).
- Les Catholiques et protestants veulent convertir de nouveaux peuples à leurs religions.
- Les inventions et connaissances de la Renaissance permettent ces explorations.

### 1.2 Contribution de Jacques Cartier

- Jacques Cartier a pris possession du Canada en 1534, au nom de la France. Il a aussi fait des cartes, passé un hiver et rapporté de fausses richesses.
- Pour les Anglais, c'est Jean Cabot qui est le «vrai» découvreur du Canada.

### 1.3 Influence de la géographie nord-américaine

- Le réseau hydrographique a facilité grandement l'exploration de l'Amérique et l'installation de colons. Le fleuve St-Laurent sera la voie de pénétration la plus convoitée. Le climat influencera aussi le mode de vie.

## 2. Mercantilisme et monopole des fourrures {1600-1663}

### 2.1 Colonie-comptoir et colonie de peuplement

- La métropole (France) fera de sa colonie, la Nouvelle-France, une colonie-comptoir (exploitation de richesses naturelles, peu de colons, peu d'infrastructures).
- La métropole (Angleterre) fera de sa colonie, la Nouvelle-Angleterre (Treize colonies), une colonie de peuplement (économie diversifiée, nombreux colons et infrastructures).

### 2.2 Mercantilisme français

- Le but du mercantilisme est de s'enrichir (accumuler de l'or) par le commerce.
- Le seul rôle de la colonie consiste à fournir à sa métropole des matières premières (ressources naturelles) au plus bas prix possible. Seule la métropole a le droit de transformer ces ressources naturelles en produits manufacturés, qui se vendent plus chers.
- La principale ressource naturelle exploitée en Nouvelle-France sera la fourrure

### 2.3 Compagnies à monopole

- La France confie à des compagnies privées, appelées compagnies à monopole, le soin d'exploiter la Nouvelle-France.
- Avoir le monopole signifie : d'une part avoir l'exclusivité du commerce (dont le commerce des fourrures) mais d'autre part avoir l'obligation de peupler (priorité peu respectée par les compagnies)
- La Compagnie de Nouvelle-France (ou des Cent-Associés) a été la principale compagnie de ce type.

### 2.4 Agents du commerce des fourrures

- L'Amérindien chasse et cède sa fourrure en échange d'objets divers (troc).
- Le voyageur ou le coureur des bois vont chercher les fourrures chez les Amérindiens.
- Le traiteur organise et finance les expéditions des voyageurs et coureurs des bois.
- La compagnie à monopole, comme son nom l'indique, est la seule à pouvoir ensuite exporter ces fourrures vers la métropole.

### 3. Algonkiens et Iroquoiens {1600-1663}

#### 3.1 Points communs

- Arrivée probable par le détroit de Béring il y a 35 000.
- Tous utilisent le canot, les raquettes, l'arc et les flèches, le tomahawk.
- Tous ont une religion animiste et croient à une vie après la mort.

#### 3.2 Différences

##### Les Algonkiens...

- Ils habitent le bouclier canadien et les Appalaches.
- Ils sont nomades et vivent de chasse et cueillette.
- Ils ont une société patriarcale, mais le chef (meilleur chasseur) a peu d'autorité.
- Ils se regroupent parfois en tribu.
- Ils utilisent le bois, la peau et les os pour leur artisanat.
- Ils deviendront alliés des Français.

##### Les Iroquoiens...

- Ils habitent la vallée du St-Laurent et des Grands lacs.
- Ils sont semi-sédentaires et vivent d'agriculture (maïs, courges, haricots...) et de cueillette.
- Ils ont une société matriarcale; les chefs sont choisis par les femmes âgées (aïeules).
- Ils se regroupent en clans (villages), nation et même confédération (ligue).
- En plus du bois, de la peau et des os, ils utilisent l'argile (poterie) et la vannerie (paniers) pour leur artisanat.
- Ils deviendront alliés des Anglais.

#### 3.3 Emprunts culturels aux Européens

- Farine, sel, pain, thé, sucre.
- Objets de métal et armes à feu.
- Épidémies et alcoolisme.

#### 3.4 Apports culturels aux Européens

- Gibier, maïs, haricots, courge, sève d'érable.
- Canot et raquettes
- Tabac
- Mode de vie indépendant et libre (moins hiérarchisé que chez les Français).

### 4. Le gouvernement royal {1663-1763}

#### 4.1 Composantes

- Remplace le système des compagnies à monopole en 1663
- Le roi (aidé de son ministre de la marine) a tous les pouvoirs (monarchie absolue)
- Le gouverneur représente le roi et s'occupe de l'armée et de la diplomatie (traités)
- L'intendant s'occupe de l'administration (justice, finances, commerce, voirie, règlements)
- Le Conseil souverain (ou Conseil supérieur) est un tribunal.
- L'Évêque de la colonie siège d'office au Conseil souverain

#### 4.2 Politique de peuplement (immigration / natalité)

- À cause des compagnies à monopole, la Nouvelle-France est peu peuplée, et surtout par des hommes.
- Les intendants offrent des terres gratuites aux immigrants, soldats et engagés.
- Des primes sont offertes pour les mariages précoces et les familles nombreuses
- Les filles du roy (filles à marier) sont incitées à venir s'installer dans la colonie.

#### 4.3 Tentatives de diversification économique

- Le mercantilisme oblige la colonie à simplement fournir des ressources naturelles à la métropole
- Les intendants (dont Jean Talon) tentent de développer de nouvelles ressources : toiles, navires, chaussures, mines
- Pour avoir accès à un plus grand marché (nombre de clients) ils mettent sur pied un commerce triangulaire entre la Nouvelle-France - à partir de Louisbourg, les Antilles et la métropole (France).
- Les intendants créent aussi la monnaie de cartes, pour compenser le manque d'argent envoyé par la France.
- Seules la construction navale et les Forges du Saint-Maurice ont un certain succès, mais la fourrure demeure le produit dominant les exportations

## 5. Seigneurs et censitaires {1600-1763}

### 5.1 Caractéristiques du régime seigneurial

- Mode de distribution des terres (distribution des terres de façon ordonnée)
- Qui fixe les droits et devoirs de chacun (seigneurs et censitaires)
- Les censives sont toujours longues, étroites, perpendiculaires au cours d'eau (principale voie de communication et ressource à laquelle tous doivent avoir accès).

### 5.2 Droits et devoirs

- Le seigneur doit faire acte de foi et hommage, produire un aveu et dénombrement, conserver les chênes et les minerais, concéder un lot à tout colon, prévoir une terre pour la commune et la fabrique, construire un moulin, tenir feu et lieu et rendre justice.
- Le censitaire doit tenir feu et lieu, utiliser le moulin, rendre certains honneurs au seigneur (place d'honneur, plantation du mai).
- Tous doivent souffrir les chemins.

### 5.3 Redevances

- Le censitaire doit payer le cens, les rentes (droit le plus important), accorder des jours de corvée, et payer différents droits (mouture, commune, coupe, pêche)

## 6. Église et société canadienne {1600-1663}

### 6.1 Rôles de l'Église en Nouvelle-France

- Politique : l'Évêque siège au Conseil souverain (gouvernement royal).
- Économie : Les Jésuites ont des contacts auprès des Amérindiens et font des explorations qui servent aux voyageurs et coureurs des bois..
- Social : les communautés de femmes s'occupent d'éducation, soins de santé et de charité.

### 6.2 Société canadienne

- En campagne : seigneurs et censitaires (et quelques métiers connexes comme meunier)
- En ville : traiteurs, grands marchands, armateurs, artisans et boutiquiers (aubergistes, taverniers), notaires
- Il y a peu de nobles : surtout les administrateurs (gouverneur, intendant)
- Les Canadiens se surnomment «habitants» : ils se sont adaptés au climat et sont plus indépendants. Les distinctions entre classes sociales sont moins visibles qu'en France.

## 7. La Conquête {1763}

### 7.1 Nouvelle-France VS Nouvelle-Angleterre

- La Nouvelle-France est plus grande, peu peuplée, a moins de navires et de militaires
- La Nouvelle-Angleterre est plus petite, très peuplée, a plus de navires et de militaires

### 7.2 Causes de la Conquête

- L'Angleterre convoite les fourrures (Baie d'Hudson), les terres (St-Laurent, Acadie, Ohio) et la pêche (Golfe)

### 7.3 Guerres intercoloniales et principaux traités

- La «Grande paix de Montréal met fin aux guerres iroquoises en 1701.
- Le traité d'Utrecht (1713) nuit le plus à la Nouvelle-France (perte de la Baie d'Hudson, de Terre-Neuve et de l'Acadie).

### 7.4 La Guerre de la Conquête (ou Guerre de Sept ans) - 1756-1763

- Précédée par la déportation des Acadiens (le Grand dérangement) en 1755
- Principale bataille : Bataille des Plaines d'Abraham
- De 1760 à 1763, la Nouvelle-France est administrée par les soldats anglais; c'est le **Régime militaire**.

### 7.5 Le traité de Paris (1763)

- Traité **très important** : la France cède la Nouvelle-France à l'Angleterre (sauf les Îles St-Pierre et Miquelon).
- Les Canadiens peuvent partir dans les dix-huit mois ou garder leurs biens
- Le droit à la religion catholique est garanti.

# 1763-1867 : Le Régime britannique

## 8. Proclamation royale (1763) et Acte de Québec (1774) {1763-1791}

### 8.1 Évolution des deux premières constitutions

- La première constitution anglaise est la Proclamation royale (1763)
- Elle a pour but d'assimiler les Canadiens français à leur nouvel Empire britannique : lois civiles et criminelles anglaises, serment du test pour obtenir un poste important, pas de nouvel évêque.
- Le gouverneur a tous les pouvoirs, mais peut convoquer une Chambre d'assemblée pour représenter la population.
- Les premiers gouverneurs (Murray et Carleton) jugeront ces instructions inapplicables et les modifieront (application de précédents). On qualifie cette attitude de french party.
- La deuxième constitution est l'Acte de Québec (1774) qui rend officiels les précédents appliqués par les premiers gouverneurs : les lois civiles redeviennent françaises (les lois criminelles demeurent anglaises), le serment du test est remplacé par un serment d'allégeance, un nouvel évêque peut être nommé.
- Le gouverneur nomme un conseil exécutif et législatif (des Canadiens français peuvent y être nommés, puisqu'il n'y a plus de serment du test).

### 8.2 Difficultés des premiers gouverneurs

- Les premiers gouverneurs sont contestés par les Montrealers, qui considèrent qu'ils sont trop ouverts aux droits des francophones (french party).
- Mais les premiers gouverneurs préfèrent garder la fidélité des Canadiens français dans un contexte où deux révoltes sont en cours : celle des Amérindiens (Pontiac) et surtout, celle des Américains (colons de la Nouvelle-Angleterre) qui refusent de payer les taxes imposées par l'Angleterre pour financer la Conquête.
- De fait, satisfaits de l'Acte de Québec, le clergé catholique et les seigneurs donneront leur appui aux Anglais contre les Américains. Le peuple canadien français demeurera neutre. Seuls quelques Montrealers appuient les révolutionnaires américains lorsque ceux-ci tentent d'envahir le Québec, en 1775.

### 8.3 Conséquences de l'indépendance américaine

- Le traité de Versailles (1783) reconnaît l'indépendance des États-Unis.
- L'Ohio (sud des Grands lacs) est perdu pour le Québec : les Montrealers doivent maintenant aller au Nord-Ouest pour chercher les fourrures (fondation de la Compagnie du Nord-Ouest)
- Des milliers de Loyalistes (Américains opposés à l'indépendance et fidèles à l'Angleterre) quittent les États-Unis et se réfugient au Québec, où ils demanderont des changements à l'Acte de Québec - lois civiles anglaises, terres en cantons, élection d'une Chambre d'assemblée.

## 9. Acte constitutionnel et protectionnisme {1791-1840}

### 9.1 Parlementarisme et gouvernement

- Pour satisfaire les Loyalistes, une troisième constitution est adoptée : l'Acte constitutionnel (1791).
- Le Québec est divisé en deux colonies : Haut-Canada (surtout anglophone) et Bas-Canada (surtout francophone, mais dirigé par un gouvernement anglais).
- Un organisme représentatif, la Chambre d'assemblée (députés) est créé, mais il n'a pas de pouvoir (le gouvernement est non responsable, le gouverneur a le droit de veto).
- Un Conseil législatif (nommé à vie), revoit les demandes des députés avant de les transmettre au gouverneur, qui a le droit de veto.

### 9.2 Protectionnisme britannique

- À partir de 1803, les guerres napoléoniennes obligent l'Angleterre à s'approvisionner en bois au Bas-Canada et en blé au Haut-Canada.
- Un tarif protectionniste est créé en Angleterre pour avantager les fournisseurs canadiens
- Le Bas-Canada vit une crise agricole (surpeuplement des vieilles terres, épuisement des sols, difficulté d'accéder à de nouvelles terres à cause de la spéculation) qui l'empêche de profiter de la demande de blé en Angleterre.
- Des infrastructures sont créées : banques et canaux.
- De nombreux immigrants sont attirés par les emplois ainsi créés.

### 9.3 Nouveaux groupes sociaux

- Bourgeoise d'affaires anglophone (grand commerce du bois et du blé, finance et banques) proche du gouverneur.
- Bourgeoisie professionnelle francophone (médecins, notaires, avocats) présents à la Chambre d'assemblée.
- Ouvriers et journaliers (francophones et irlandais) comme bûcherons, draveurs, creuseurs de canaux, etc.
- Les seigneurs et censitaires sont en difficulté (crise agricole).

## 10. Rébellions des Patriotes de 1837-1838 {1791-1840}

### 10.1 Causes des rébellions

- Les rébellions ont trois causes principales : crise agricole, épidémies de choléra et, surtout, l'absence de responsabilité ministérielle (gouvernement responsable).
- Ainsi le gouvernement veut utiliser comme subside (budget) l'argent voté par les députés pour d'autres projets, et partager les revenus de douanes du Bas-Canada avec le Haut-Canada.
- Les députés du Parti patriote publient les 92 résolutions pour exiger de l'Angleterre, (entre autres) : un gouvernement responsable, le contrôle des subsides et un Conseil législatif élu et la fin de la spéculation sur les terres qui rend les nouvelles terres trop coûteuses.
- L'Angleterre a tout refusé par les 10 résolutions Russell

### 10.2 Principaux acteurs

- Les Patriotes (Parti patriote ou canadien) dirigés par Louis-Joseph Papineau (bourgeoisie professionnelle francophone, contrôle la Chambre d'assemblée et des journaux : La Minerve, Le Canadien)
- La Clique du château (la bourgeoisie d'affaires anglophones, près du gouverneur, membres du Conseil législatif et du Conseil exécutif).

### 10.3 Chronologie des événements

- 1834 : 92 résolutions des Patriotes
- 1837 : refus des 92 résolutions par l'Angleterre (10 Résolutions Russell).
- Printemps 1837 : grandes assemblées publiques (comme celle des Six-comtés) dans lesquelles les Patriotes expliquent leur point de vue.
- Automne 1837 : violence à Montréal (Doric Club VS Fils de la liberté) et autour. Victoire des Patriotes contre l'armée anglaise à St-Denis mais défaite partout ailleurs. Fuite de Papineau et appel de l'Église à se soumettre à l'Angleterre.
- Hiver 1838 : Les Frères chasseurs, des patriotes réfugiés aux États-Unis, proclament l'indépendance du Bas-Canada.
- Été 1838 : Enquête par Lord Durham
- Automne 1838 : Deuxième vague de violence, sévèrement réprimée par les Anglais, dont le «vieux brûlot», Colborne.
- Hiver 1839: pendaison et exils de patriotes, publication du rapport Durham

## 11. Rapport Durham et Acte d'union (1840) {1840-1867}

### 11.1 Rapport Durham

- Les Rébellions de 1837 auraient pour origine une lutte entre une race supérieure (les Anglophones) et une race inférieure (les francophones).
- Il faut assimiler les Canadiens français pour les tirer de leur infériorité...
- Pour y arriver, il faut unir les deux Canadas, ce que l'Angleterre acceptera.
- Durham propose cependant une véritable démocratie : gouvernement responsable et représentation proportionnelle (Rep by Pop), ce que l'Angleterre refusera.

### 11.2 - 11.3 Acte d'union de 1840

- Un Canada-Uni mais deux régions : Canada-Ouest (ancien Haut-Canada) et Canada-Est (ancien Bas-Canada).
- Ni responsabilité ministérielle, ni représentation proportionnelle. (bien que plus peuplé, le Canada-Est a le même nombre de députés (42) que le Canada-Ouest).
- Les Réformistes de l'Ouest (Robert Baldwin) et de l'Est (Louis Hyppolite Lafontaine) font cependant front commun pour obtenir le gouvernement responsable : tactique de la double majorité.
- En 1848, le gouvernement responsable est accordée. Les Montrealers sont déçus et brûlent le parlement.

### 11.4 Changements socio-économiques à l'époque de l'Acte d'union

- À partir de 1846, l'Angleterre abandonne le protectionnisme pour le libre-échange.
- Le Canada doit trouver de nouveaux marchés : les Maritimes, mais surtout les États-Unis (traité de réciprocité en 1854).
- Les vieilles terres sortent de la crise agricole : on peut maintenant vendre des produits laitiers plutôt que du blé.
- Le Grand Tronc est construit.
- Le régime seigneurial est aboli.

# 1867... : La Confédération (AANB)

## 12. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) (1867) - ou Confédération

### 12.1 Causes politiques de la Confédération

- Une fois le gouvernement responsable obtenu, les Réformistes de Lafontaine et Baldwin se divisent en quatre partis : Clear Grits, libéraux-conservateurs (est), libéraux-conservateurs (ouest) et Rouges.
- Il devient difficile d'en trouver deux qui s'entendent à double-majorité pour former le gouvernement. D'autant que les partis anglophones veulent maintenant le Rep by Pop, puisque les anglophones sont maintenant les plus nombreux.
- Ainsi, de 1854 à 1864, il y a dix gouvernements en dix ans. C'est l'instabilité ministérielle.
- De plus, le Canada-Uni craint pour sa défense (guerre de sécession aux États-Unis et terroristes fenians)

### 12.2 Causes économiques de la Confédération

- Les États-Unis ne renouvellent pas le traité de réciprocité (libre-échange) de 1854.
- Le Canada doit se tourner vers les maritimes pour commercer et il faudra financer un nouveau chemin de fer : l'Intercolonial

### 12.3 Étapes vers la Confédération

- En 1864, Macdonald (libéral conservateur de l'Ouest), Cartier (libéral conservateur de l'est) et Brown (Clear Grits) forment une coalition.
- À la conférence de Charlottetown, ils convainquent les maritimes de se joindre à un projet de confédération avec le Canada-uni
- À la conférence de Québec, un brouillon de constitution est rédigé : les 72 résolutions.
- À la conférence de Londres le projet est accepté.
- Le « Dominion du Canada » naît officiellement le 1er juillet 1867 avec quatre provinces : Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse.

### 12.4 Le fonctionnement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique

- Le fédéral a les pouvoirs les plus importants : lois criminelles, armée, commerce, postes, monnaie et économie. Il a les meilleurs revenus et est avantagé (entre autres) par le pouvoir résiduaire et le pouvoir de dépenser.
- Les provinces s'occupent des sujets plus locaux : lois civiles, éducation, santé, services sociaux, municipalités, ressources naturelles. Elles ont moins de revenus.
- L'agriculture et l'immigration sont des pouvoirs conjoints.

## 13. Politique nationale (1878) et première phase d'industrialisation {1867-1896}

### 13.1 Expansion vers l'Ouest

- Les Amérindiens doivent céder leurs terres en échange de réserves.
- Les Métis, à moitié francophones, ont des appuis au Québec. Ils n'acceptent pas de céder leurs terres contre des réserves. C'est la première crise des Métis
- Le Manitoba, en principe bilingue et doté d'écoles confessionnelles (comme au Québec) est créé pour eux en 1870.
- Le scandale du pacifique force Macdonald et Cartier à démissionner, freinant le développement vers l'Ouest

### 13.2 Politique nationale (1878)

- Macdonald revient en pouvoir en 1878 en promettant une politique nationale : construction du chemin de fer transcontinental (Canadien Pacifique) vers l'Ouest, installation d'immigrants dans l'Ouest et tarif douanier (protectionniste) pour financer le chemin de fer.
- Une deuxième crise des Métis survient alors. Louis Riel est pendu par le gouvernement fédéral en 1885.
- Le Québec commence alors à se méfier du gouvernement fédéral et réclame l'autonomie provinciale par la voix de son nouveau Premier ministre : Honoré Mercier (Parti national).

### 13.3 Première phase d'industrialisation

- Déclenchée par la Politique nationale (1878)
- Investisseurs surtout britanniques
- Charbon (vapeur) comme source d'énergie
- Développement surtout à Montréal (chemin de fer, textiles, chaussures, tabac, construction, alimentation)
- Produits destinés au marché canadien

#### 13.4 Conditions de vie des ouvriers

- Quartiers ouvriers sans services (égoûts et aqueducs), logements mal construits, mal chauffés et mal ventilés et surpeuplés.
- Les Chevaliers du travail et le Congrès des Métiers et du travail du Canada sont les premiers syndicats (américains)
- Seules règles, peu respectées : âge minimum de 12 ans pour travailler et semaine maximale de 72 heures. Les femmes sont moins payées que les hommes et les enfants moins payés que les femmes.
- L'Église et le gouvernement proposent plutôt d'aller coloniser de nouvelles terres (Pays-d'en-Haut, Lac St-Jean) plutôt que d'aller en ville.
- Les nouvelles terres sont pauvres. Les colons doivent aussi travailler comme bûcherons (système agro-forestier).
- En fait, des dizaines de milliers de Canadiens français choisissent de quitter le Québec pour les États-Unis, à la recherche de meilleures conditions de vie.

### 14. Affrontements nationalistes et Première guerre mondiale {1896-1929}

#### 14.1 Points de vue nationalistes

- Les impérialistes comme Robert Borden estiment que les Canadiens doivent garder des liens étroits avec l'Angleterre et la culture anglaise. Le français ne devrait avoir de place qu'au Québec.
- Les nationalistes canadiens comme Henri Bourassa estiment que le Canada ne doit pas avoir de lien avec l'Angleterre. Le Canada devrait être bilingue et biculturel d'un océan à l'autre.
- Les nationalistes canadiens-français comme Lionel Groulx ne voient leur place qu'au Québec, avec les valeurs catholiques et rurales.
- Wilfrid Laurier, Premier ministre du Canada de 1896 à 1911, propose un nationalisme canadien basé sur le compromis entre tous les groupes précédents.

#### 14.2 Occasions d'affrontement

- La fermeture des écoles françaises au Manitoba et ailleurs (compromis Laurier-Grenneway).
- La création de deux nouvelles provinces anglophones (Alberta et Saskatchewan) en 1905
- L'envoi de volontaires à la guerre des Boers, pour y aider l'Angleterre
- La loi navale de Wilfrid Laurier pour créer une marine canadienne au service de l'Angleterre (Henri Bourassa fonde Le Devoir pour protester.
- La loi des mesures de guerre et la première crise de la conscription (émeute à Québec) sous le gouvernement de Borden, lors de la Première Guerre mondiale.

#### 14.3 Le Canada et la Première Guerre mondiale

- Création de la Loi sur les mesures de guerres donnant presque tous les pouvoirs au gouvernement fédéral
- Apparition «temporaire» de l'impôt fédéral sur le revenu et des obligations de la victoire (obligations d'épargne) pour financer la guerre.
- Effort de guerre : croissance, inflation et rationnement.
- La participation exceptionnelle du Canada (Halifax, Ypres, Vimy) mène à sa reconnaissance internationale (Statut de Westminster en 1931 : le Canada obtient le contrôle sur ses relations extérieures).
- Les femmes obtiennent le droit de vote au fédéral.

### 15. Deuxième phase d'industrialisation {1896-1929}

#### 15.1 Caractéristiques

- Déclenchée par le besoin en hydroélectricité et les ressources naturelles
- Investisseurs surtout américains
- Hydroélectricité comme source d'énergie
- Développement surtout en région (Shawinigan, Arvida) (aluminium et pâtes et papiers, appareils électriques, produits du pétrole)
- Produits destinés au marché américain

#### 15.2 Moyens de revendication

- Apparition de syndicats catholiques (Confédération des travailleurs catholiques du Canada)
- Toujours agriculture de subsistance et système agro-forestier sur les nouvelles terres
- Création de coopératives, de cercle de fermières et de l'Union des Cultivateurs catholiques.

#### 15.3 Améliorer la ville

- Revendications : eau filtrée, lait pasteurisée, meilleurs logements, parcs, terrains de jeux.

## 16. La «grande dépression» des années 1930 {1929-1944}

### 16.1 Mécanismes de la crise

- Surproduction pendant les «années folles» (années 1920) ➔ krach boursier à New York (1929) ➔ faillites de spéculateurs américains ➔ faillites de banques américaines ➔ baisse des achats des américains ➔ baisse des exportations canadiennes ➔ chômage et baisses de salaires au Canada.

### 16.2 Impact socio-économique de la crise

- Soupes populaires et St-Vincent-de-Paul
- Création de travaux publics, secours directs et camps de chômeurs.
- Retour à la terre (colonisation) en Abitibi.
- «New deal» canadien (entre autres, création de la Banque du Canada)

### 16.3 Conséquences politiques de la crise

- Apparition de nouveaux partis à gauche (Communiste, CCF) et à droite (Crédit social et National-social-chrétien)
- Surtout, à l'initiative de Maurice Duplessis, fusion des conservateurs provinciaux (centre) et de l'Action libérale nationale (gauche) pour former un parti de droite : Union nationale.

## 17. Deuxième Guerre mondiale {1929-1944}

### 17.1 Loi des mesures de guerre

- Censure et emprisonnement pour tous ceux soupçonnés de s'opposer à la guerre, notamment les Canadiens d'origine japonaise, italienne ou allemande et les membres de certains partis (communiste, national-social-chrétien).
- Continuation de l'impôt sur le revenu et les obligations de la victoire (obligations d'épargne).
- Les provinces doivent aussi céder leurs revenus au gouvernement fédéral.
- Contraintes imposées aux travailleurs et agriculteurs.
- Effort de guerre : croissance, inflation, rationnement

### 17.2 Deuxième crise de la conscription

- Le gouvernement fédéral de Mackenzie King a promis de ne pas faire la conscription si Maurice Duplessis était battu au provincial, puis il change d'avis.
- Un plébiscite est tenu en 1942 pour demander à la population si elle consent à libérer le gouvernement de ses engagements... Le oui l'emporte au Canada, le non l'emporte au Québec. C'est la deuxième crise de la conscription.
- La Ligue pour la défense du Canada, qui avait fait campagne pour le «non» au plébiscite se transforme alors en parti politique : le Bloc populaire.

### 17.3 Rôles du Canada

- Le Canada s'illustre à Dieppe, à Hong Kong et au débarquement de Normandie.
- Le golfe St-Laurent est visité par les sous-marins ennemis.

### 17.4 Impact de la guerre sur les femmes

- Les femmes obtiennent le droit de vote au niveau provincial.
- Les femmes occupent de meilleurs postes dans les usines et les services, et obtiennent de meilleurs salaires.

### 17.5 Le gouvernement d'Adélard Godbout (Québec)

- Le gouvernement Godbout donne le droit de vote aux femmes
- Instauration de la fréquentation scolaire obligatoire
- Instauration du code du travail
- Et surtout création d'Hydro-Québec
- Par contre, il cède le programme d'assurance-chômage au gouvernement fédéral, ce qui sera très contesté.

## 18 - Maurice Duplessis - tradition et changement {1944-1959}

### 18.1 Aspects traditionnels sous l'Union nationale

- Pour favoriser son élection (comtés ruraux) Duplessis favorise les agriculteurs (agriculturisme).
- Pour faire économiser la province, Duplessis laisse les services publics (éducation, santé, services sociaux) à l'Église (ultramontanisme).
- Pour attirer les gens d'affaires anglophones ou américains (bourgeoisie d'affaires), Duplessis lutte contre les syndicats (loi du cadenas, loi de l'émeute, interventions policières).
- Duplessis utilise les comtés ruraux et la caisse électorale secrète.

### 18.2 Contexte socio-économique des années 1950

- La Côte Nord connaît le plus grand développement.
- Contexte de baby boom.
- Contexte de guerre froide.
- La télévision et la culture américaine marquent la population.

### 18.3 Forces de changement sous Duplessis

- Nombreuses grèves (Asbestos ou amiante en 1949, Murdochville 1957)
- Syndicats (CSN, FTQ)
- Intellectuels (les trois colombes : Trudeau, Marchand, Pelletier), René Lévesque.
- Certains religieux (Frère Untel, Mgr Charbonneau, Père Georges-Henri Lévesque).
- Des publications : Cité Libre (Trudeau), Le Devoir (Laurendeau).

### 18.4 Héritage jamais contesté

- La lutte pour l'autonomie provinciale (contre le pouvoir de dépenser d'Ottawa) (exemple : le refus des subventions fédérales aux universités québécoises)
- La création de l'impôt provincial (qui assure plus d'autonomie en dotant la province de ses propres revenus)
- Le fleurdelisé
- La notion de société distincte ( la province de Québec étant le seul état francophone d'Amérique).

# Le Québec depuis la Révolution tranquille

## 19. La Révolution tranquille {1960-1970}

Jean Lesage LIB - Daniel Johnson UN

- La Révolution tranquille est une modification du rôle de l'État québécois. Maintenant, l'État intervient dans l'économie et la société.
- Intervention de l'État dans l'économie : nationalisation de l'électricité (Maître chez nous !) / Manic / Caisse de dépôt et placement du Québec / Sociétés d'État.
- Intervention de l'État dans la société : Ministère de l'éducation, Assurance hospitalisation.
- Égalité juridique pour la femme mariée (loi 16).
- Loi 63 sur la langue.
- Expo 67 (Terre des Hommes).

## 20. De la Révolution tranquille au référendum de 1980 {1970-1980}

Robert Bourassa LIB - René Lévesque PQ

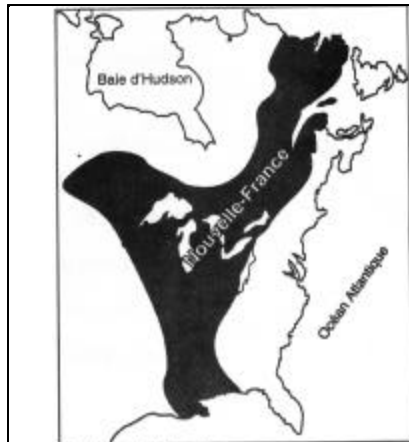
- Crise d'octobre 1970 : le FLQ assassine Pierre Laporte.
- Réplique d'Ottawa (Trudeau) : loi des mesures de guerre
- Grand projet hydroélectrique de la Baie James
- Assurance maladie
- Premier front commun des employés du gouvernement
- Loi 22 sur la langue
- Convention de la Baie James et du Nord québécois (avec les Cris et les Inuits)
- Charte québécois des droits et libertés
- Jeux Olympiques de 1976
- Élection du PQ (1976)
- Loi 101 sur la langue (encore partiellement en vigueur)
- Référendum sur un mandat de négoier la souveraineté-association (NON 59,6%)

## 21. De la « Loi constitutionnelle de 1982 » à aujourd'hui {1980...}

Robert Bourassa LIB - Jacques Parizeau / Lucien Bouchard / Bernard Landry PQ

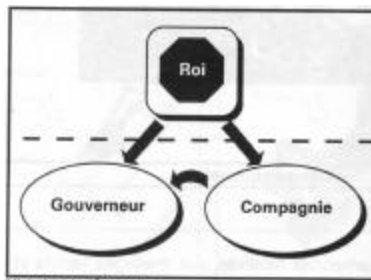
- Suite à la victoire du NON au référendum de 1980, Loi constitutionnelle de 1982 : l'AANB est rapatrié et on y ajoute la Charte canadienne des droits et libertés.
- Québec refuse d'accepter ce changement à la constitution
- Échecs des Accords de Meech (1990) et de Charlottetown (par référendum - 1992) pour amener le Québec à accepter la loi constitutionnelle de 1982
- Référendum pour faire la souveraineté après avoir offert un partenariat avec le Canada (NON 50,6%)
- Nouveaux partis politiques (Bloc québécois, Action démocratique)
- Loi 178 sur la langue, puis loi 86 sur la langue (encore en vigueur, avec la loi 101)
- De grandes entreprises québécoises s'illustrent sur la scène internationale (Bombardier, Lavallin, Cirque du Soleil...)
- Des vedettes québécoises s'illustrent sur la scène internationale (Celine Dion, Cirque du Soleil...)
- L'État (fédéral et provincial) est très endetté et doit cesser de s'impliquer dans des grands projets. Coupures de salaires et de services
- ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) et négociation pour une ZLÉA
- Assurance médicaments
- Loi sur l'équité salariale
- Création du Nunavik (territoire inuit au nord du Québec)
- Création du Nunavut (territoire autochtone au nord du Canada)
- Paix des Braves (entente à long terme avec les Cris pour le développement du nord québécois)

# Les cartes et les organigrammes

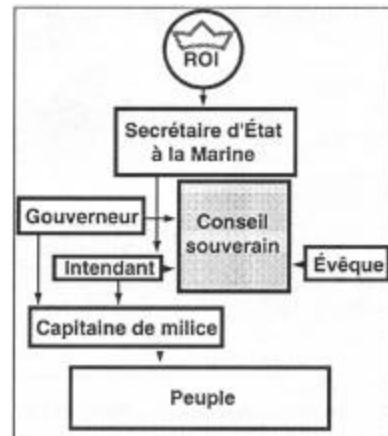


Ministère de l'Éducation

La Nouvelle-France (après 1713)



Le système des compagnies à monopole (1600-1663)



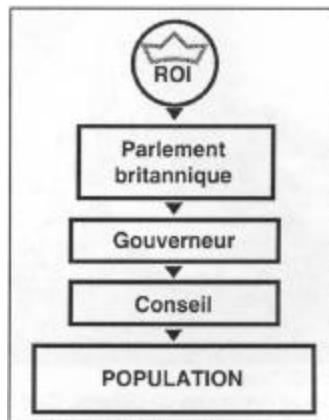
Le Gouvernement royal (1663-1760)



Ministère de l'Éducation

Possibilité de Chambre d'assemblée jamais réalisée par les gouverneurs Murray puis Carleton

Serment du test pour accéder à un poste = pas de Canadiens français au Conseil



Le Québec de la Proclamation royale (1763-1774)



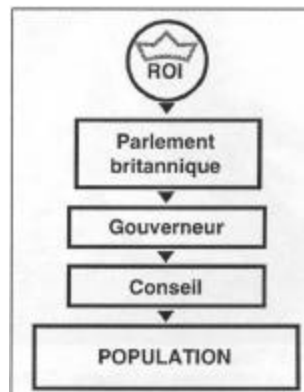
Ministère de l'Éducation

Le Québec de l'Acte de Québec avant le traité de Versailles de 1783



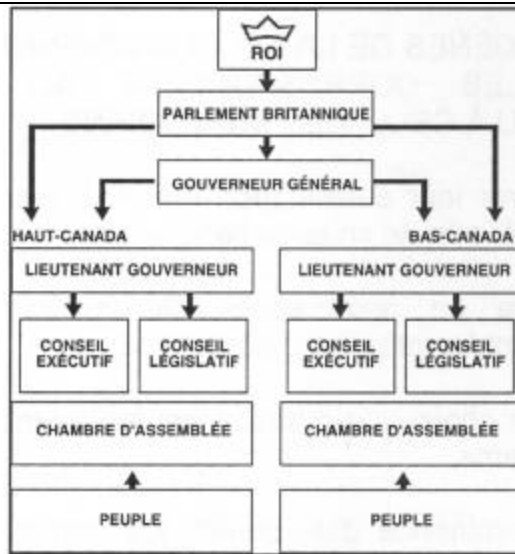
Ministère de l'Éducation

Le Québec de l'Acte de Québec après le traité de Versailles de 1783



Aucun serment du test pour accéder à un poste = Canadiens français au Conseil

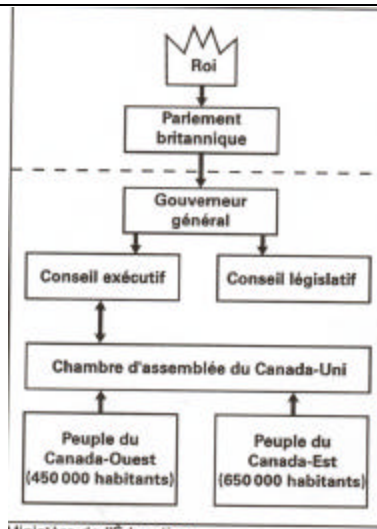
L'Acte de Québec (1774-1791)



Le Haut-Canada et le Bas-Canada de l'Acte constitutionnel (1791-1840)



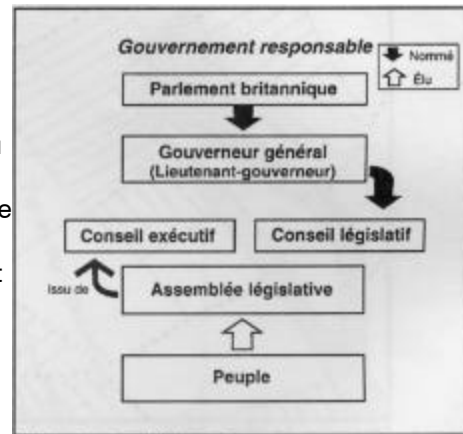
Représentation non proportionnelle  
Gouvernement responsable à partir de 1848



Le Canada-Uni de l'Acte d'Union (1840-1867)



La flèche liant l'assemblée au Conseil exécutif indique que le gouvernement est responsable



Le Canada depuis la Confédération (AANB) de 1867